

Mai 2026

DOCUMENT
REGLEMENTAIRE

Rapport d'engagement

Exercice 2025

La philosophie de l'engagement chez Mansartis

Mansartis fait de l'engagement un outil à part entière dans la mise en œuvre de sa politique d'investissement responsable, venant ainsi enrichir d'autres démarches telles que la sélection basée sur les critères ESG, la politique d'exclusion et la politique de gestion des controverses.

Bien que notre poids au capital ou en tant que créancier dans les sociétés en portefeuille soit limité, l'engagement ESG reflète notre volonté de cohérence avec nos convictions. Nous pensons que notre rôle est de contribuer, à notre échelle, à faire progresser les pratiques des entreprises dans lesquelles nous investissons.

Dans son dialogue avec les entreprises, Mansartis cherche à établir et développer une relation constructive afin d'obtenir des informations sur leurs politiques et pratiques ESG et promouvoir l'amélioration des pratiques extra-financières.

L'engagement au sein de Mansartis se concrétise autour de trois axes :

- Le dialogue individuel avec les entreprises
- Les engagements collaboratifs
- La politique de vote active

Rappel du cadre méthodologique

Conformément à sa politique d'engagement, Mansartis a mené un dialogue actif avec les entreprises en portefeuille afin de promouvoir l'amélioration de leurs pratiques ESG, tout en répondant aux exigences d'engagement du Label ISR.

Le présent document dresse le bilan de ces actions menées au cours de la période.

Des informations complémentaires sur le processus d'engagement de Mansartis sont disponibles dans la Politique d'Engagement, accessible sur le site internet :

<https://www.mansartis.com/assets/files/Mansartis-engagement.pdf>

1. BILAN GENERAL DES ENGAGEMENTS INDIVIDUELS 2025

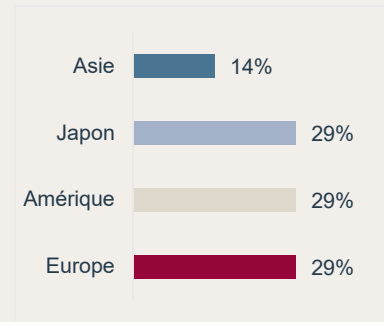
Les engagements menés en 2025 s'inscrivent dans le cadre du label ISR et visent à accompagner les entreprises dans l'amélioration de leurs pratiques ESG, selon les enjeux prioritaires par zone géographique, dans une logique de progrès continu et de maîtrise des risques extra-financiers.

Ils ciblent **i)** les émetteurs en portefeuille appartenant aux 25% les moins bien notés de l'univers d'investissement initial, seuil porté à 30% à compter du 1er janvier 2026 ; **ii)** ceux ne publiant pas un ou plusieurs indicateurs de surperformance retenus par Mansartis dans le cadre du suivi de la stratégie ISR, afin d'encourager une meilleure transparence ; **iii)** ceux faisant l'objet de controverses majeures.

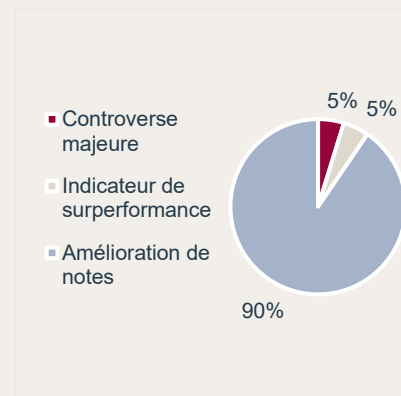
Les engagements spécifiques relatifs aux plans climat et à l'alignement avec les Accords de Paris seront déployés à partir de 2026.

En 2025, Mansartis a mené 21 actions d'engagement individuel, soit une hausse de 24% par rapport à 2024 (17 actions). Cette progression s'inscrit dans le renforcement des exigences du Label ISR, notamment en matière d'amélioration des notations ESG. Dans ce contexte, une part significative des échanges a porté sur cet enjeu, avec l'objectif d'accompagner les entreprises dans le renforcement de leurs pratiques extra-financières. Il convient également de noter que certaines sociétés ont fait l'objet de plusieurs actions d'engagement, sur des thématiques distinctes.

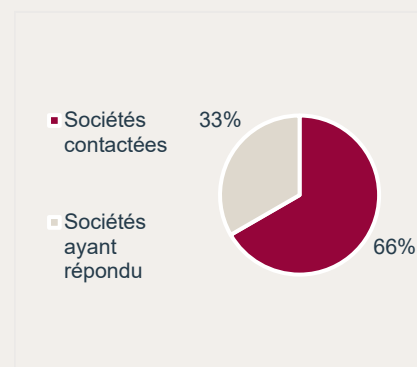
Répartition géographique des engagements (en %)



Rationnel des engagements menés en 2025 (en %)



Taux de réponse (en %)



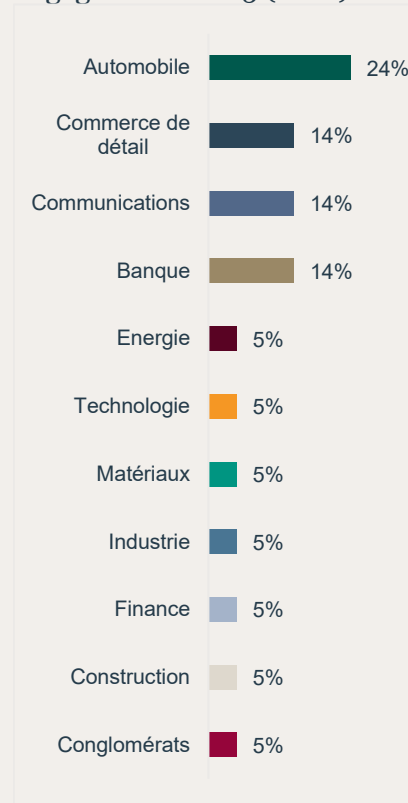
Les actions d'engagement ont majoritairement porté sur des enjeux de gouvernance, notamment la cybersécurité, la gouvernance produit et l'éthique des affaires. Parmi ces thématiques, les sujets liés à la protection et la confidentialité des données et la cybersécurité se sont révélés particulièrement récurrents, reflétant leur importance croissante dans l'analyse ESG.

Mansartis a mené une majorité de ses actions d'engagement sur des émetteurs actions (76%), en cohérence avec son positionnement principalement orienté vers les grandes capitalisations.

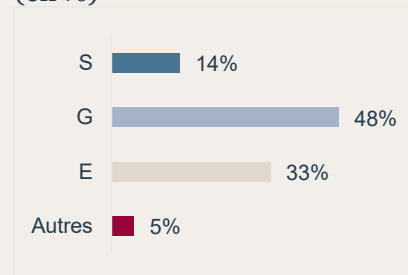
La répartition sectorielle des engagements apparaît équilibrée. Le secteur automobile concentre 24% des engagements (5 actions), ce qui en fait le principal contributeur, en lien avec les enjeux de transition, de gouvernance et de transformation industrielle propres au secteur.

Enfin, 86% des engagements étaient encore en cours à fin 2025, contre 14% déjà résolus, ce qui reflète la nature progressive du dialogue actionnarial, dont les effets s'inscrivent le plus souvent dans la durée plutôt que dans une résolution immédiate.

Répartition sectorielle des engagements 2025 (en %)

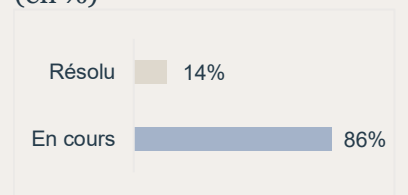


Thèmes d'engagements 2025 (en %) *



* « Autres » correspond à un engagement interrompu à la suite d'un désinvestissement.

Statut des engagements 2025 (en %)



2. NOS DIALOGUES ET ACTIONS D'ENGAGEMENT DE L'EXERCICE 2025

Les engagements sur la thématique Environnementale :

Banque Postale

Secteur : Banque

Secteur à fort impact climatique

Pays : France

Engagement	Sensibilisation au renforcement de la transparence climatique sur les émissions financées, en particulier sur les émissions de Scope 3 downstream, ainsi que sur la publication d'indicateurs de performance permettant de suivre l'efficacité de la stratégie de décarbonation sur les activités en aval.
Contexte	<p>La Banque Postale publie des trajectoires de décarbonation alignées avec les référentiels de la Science Based Targets initiative (SBTi) et de la Net Zero Banking Alliance (NZBA). Ces engagements couvrent notamment certains périmètres d'émissions de Scope 3 liés à ses activités de crédit, de financement, d'investissement et d'immobilier.</p> <p>Cette démarche témoigne d'un cadre climatique structuré et d'une volonté d'alignement avec les standards sectoriels de place. En tant qu'établissement bancaire exposé aux enjeux de transition, La Banque Postale fait toutefois face à une attente croissante en matière de transparence sur le pilotage concret de ses émissions financées, notamment sur les segments situés en aval de sa chaîne de valeur. Or, dans les documents publics consultés, il n'a pas été identifié d'indicateur distinct permettant d'évaluer l'efficacité de la stratégie de décarbonation sur le Scope 3 aval.</p>
Objectifs	<p>Nous souhaitons que la société :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Précise si elle suit un indicateur spécifique relatif aux émissions de Scope 3 downstream ou à la performance climatique des activités financées en aval. • Indique si cet indicateur fait l'objet d'un pilotage interne formalisé, avec des objectifs quantifiés, une fréquence de suivi et une gouvernance dédiée. • Détaille les méthodologies retenues pour mesurer les émissions downstream concernées, ainsi que le périmètre exact couvert. • Apporte davantage de visibilité sur les indicateurs utilisés pour apprécier l'efficacité de sa stratégie de décarbonation au-delà des seules trajectoires globales. • Clarifie si de futurs développements de reporting sont prévus afin de publier un indicateur distinct, standardisé et comparable sur ce sujet.
Suivi obtenu	La Banque Postale ne publie pas, à notre connaissance, d'indicateur spécifique de "downstream Scope 3" distinct de son reporting climat global, car son dispositif de publication semble aujourd'hui centré sur les émissions financées (Scope 3 cat 15), les trajectoires sectorielles de décarbonation et l'alignement de portefeuille. La banque indique mesurer chaque année les émissions financées sur les scopes 1, 2 et 3 de ses clients, à partir de données publiées, achetées ou estimées, ce qui suggère que l'enjeu porte d'abord sur la couverture, la robustesse méthodologique et le pilotage sectoriel avant la mise en place d'un KPI aval autonome et standardisé.
Statut	À suivre.

BYD

Secteur : Automobiles

Secteur à fort impact climatique

Pays : Chine

Engagement	Gestion des risques environnementaux et sociaux au sein de sa chaîne d’approvisionnement amont, en particulier sur les matières premières critiques utilisées dans la fabrication de batteries (lithium, cobalt, nickel).
Contexte	<p>L’analyse extra-financière de BYD fait ressortir des faiblesses relatives dans la structuration de ses politiques ESG fournisseurs. Celles-ci concernent notamment une gouvernance encore limitée des programmes de gestion de l’eau chez les fournisseurs, une intégration insuffisante des enjeux environnementaux dans les décisions d’achats, ainsi qu’un manque de transparence sur la certification environnementale du panel, notamment de type ISO 14001. Ces limites sont d’autant plus sensibles que BYD opère dans des activités, véhicules électriques et batteries, fortement exposées aux risques environnementaux, en particulier liés à l’extraction minière, à la consommation d’eau et à la pollution, ainsi qu’aux risques sociaux et de droits humains dans certaines zones géographiques.</p> <p>Dans ce contexte, le niveau actuel de disclosure apparaît en retrait par rapport aux attentes des investisseurs internationaux, notamment sur les standards de traçabilité et de sourcing responsable.</p>
Objectifs	<p>Nous attendons de la société :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une meilleure formalisation des processus de due diligence ESG fournisseurs, avec une couverture étendue du périmètre achats. • L’intégration d’exigences environnementales et sociales contraignantes dans les relations contractuelles. • Le déploiement de programmes d’accompagnement et d’amélioration des fournisseurs, notamment en matière de performance environnementale. • Une progression mesurable de la certification des fournisseurs (ex : ISO 14001), • Un renforcement des dispositifs de traçabilité des matières premières critiques, en ligne avec les meilleures pratiques internationales.
Suivi obtenu	À ce stade, la société n’a pas encore fourni de réponse.
Statut	A suivre.

Ferrari

Secteur : Automobiles

Secteur à fort impact climatique

Pays : Italie

Engagement	Sensibilisation à l'électrification de la flotte et la baisse des émissions de gaz à effet de serre.
Contexte	Ferrari vend des voitures de luxe et est reconnue avant tout pour son savoir-faire sur les moteurs thermiques. Son positionnement compliqué, vis-à-vis de sa réputation et de sa clientèle, ralentit l'électrification de sa flotte, enjeu essentiel du secteur automobile. L'entreprise est en retard sur l'électrification par rapport à ses pairs ayant des produits et une clientèle plus diversifiée. Le premier modèle de BEV a été dévoilé en 2025, il sera important de voir le succès de ce premier modèle pour attester de l'acceptation des clients à la Ferrari 100% électrique.
Objectifs	<p>Nous souhaitons que la société :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Clarifie les principaux leviers de réduction des émissions de gaz à effet de serre du Scope 3. • Evalue la contribution des modèles hybrides et du modèle 100% électrique à la baisse des émissions en phase d'usage (Scope 3). • Détaille l'évolution attendue de ces contributions dans le temps.
Suivi obtenu	<p>Le dialogue engagé a permis au groupe de clarifier leur approche multi-technologique, combinant motorisations thermiques, hybrides et électriques, en cohérence avec son positionnement spécifique sur le marché de l'automobile. Le groupe a revu ses objectifs de baisse du Scope 3 afin de les aligner avec une approche plus adaptée à son profil d'émissions, tout en visant une réduction d'au moins 25% de ses émissions Scope 3 d'ici 2030 (base 2024). En parallèle, Ferrari maintient une ambition élevée sur ses émissions directes, avec une cible de réduction d'au moins 90% des émissions Scope 1 et 2 (base 2021). La stratégie repose notamment sur l'intégration accrue d'aluminium recyclé, ainsi que sur un travail renforcé avec les fournisseurs, reflétant une approche globale de la chaîne de valeur au-delà du seul usage des véhicules.</p> <p>Les particularités du modèle d'affaires du groupe en matière de décarbonation sont à prendre en compte, la structure d'émissions différant sensiblement de celle des constructeurs automobiles de masse.</p>
Statut	A suivre.

Iberdrola

Secteur : Utilities

Secteur à fort impact climatique

Pays : Espagne

Engagement	Gestion du stress hydrique dans le cadre des opérations du groupe, présent dans des zones géographiques soumises à des sécheresses fréquentes et intenses.
Contexte	Iberdrola présente une exposition au risque de stress hydrique, liée à son positionnement de producteur d'électricité dont la part d'hydroélectricité représente 21% de la production en 2024 et 23% au T3 2025. Cette exposition est renforcée par la concentration géographique de ses capacités en Espagne, une région régulièrement touchée par des épisodes de sécheresse sévère. Par ailleurs, plus de 88% des volumes d'eau utilisés par le groupe sont prélevés dans des zones déjà soumises à un stress hydrique élevé. Dans ce contexte, le risque apparaît comme potentiellement matériel au regard de l'exposition opérationnelle du groupe et de l'évolution des conditions climatiques.
Objectifs	<p>Nous souhaitons que la société :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Précise la gestion du stress hydrique et son intégration dans la gouvernance du groupe. • Détaille la fréquence de réévaluation de la matérialité du risque sur les activités du groupe. • Définisse les indicateurs pertinents à suivre sur le sujet.
Suivi obtenu	<p>Le dialogue engagé a permis de clarifier l'exposition du groupe aux risques hydriques, de mieux comprendre les dispositifs de gestion en Espagne et de préciser le recours aux technologies d'hydro pompage en circuit fermé, renforçant ainsi la compréhension du profil de risque environnemental du groupe.</p> <p>Les centrales hydroélectriques situées en Espagne sont exposées de manière différenciée selon les régions : les actifs d'Iberdrola sont majoritairement situés dans le nord et l'ouest de l'Espagne, régions structurellement moins exposées au stress hydrique. Des contrôles et reporting quotidiens et hebdomadaires sont effectués sur les niveaux d'eau des rivières et des bassins.</p> <p>Par ailleurs, Iberdrola investit fortement dans l'hydroélectricité par pompage-turbinage, qui représente 50% de sa capacité hydroélectrique, et qui fonctionne en circuit fermé, ce qui réduit fortement la dépendance aux précipitations et, par conséquent, le risque lié à la rareté de l'eau. Une évaluation complète des risques physiques climatiques est réalisée chaque année depuis 2024. Chaque actif a été analysé site par site et par technologie, en prenant en compte l'ensemble des risques climatiques physiques : sécheresse, tempêtes, incendies, etc. L'exposition au stress hydrique est jugée faible et non appelée à augmenter à court, moyen ou long terme. Une analyse managériale complémentaire vient renforcer l'évaluation purement climatique.</p>
Statut	A suivre.

Suzuki Motor

Secteur : Automobiles

Secteur à fort impact climatique

Pays : Japon

Engagement	Décarbonation de son parc de véhicules et transparence relative aux émissions liées à l'usage de ses produits.
Contexte	<p>L'analyse ESG de Suzuki identifie les émissions liées à l'usage des véhicules comme le principal facteur de risque extra-financier du groupe. Cette exposition reflète à la fois le poids élevé des émissions générées par les produits vendus, un niveau de gestion encore en retrait par rapport aux standards du secteur, et une transparence insuffisante sur le Scope 3, en particulier la catégorie 11. Ces enjeux sont particulièrement critiques dans le secteur automobile, où la majorité des émissions provient de l'usage des véhicules vendus, la transition vers des motorisations bas carbone constitue un enjeu stratégique majeur, et les attentes des investisseurs portent sur la crédibilité des trajectoires de décarbonation.</p> <p>Dans ce contexte, Suzuki présente une intensité carbone de flotte encore relativement élevée et un manque de visibilité sur la réduction attendue de son mix produit, notamment sur ses marchés clés en Inde et en Asie du Sud-Est.</p>
Objectifs	<p>L'objectif de notre démarche est d'encourager Suzuki Motor à définir et formaliser une trajectoire de décarbonation claire, crédible et mesurable pour son parc de véhicules. Plus précisément, nous attendons :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une amélioration de la transparence sur les émissions Scope 3 (catégorie 11), incluant des indicateurs d'intensité par véhicule. • La définition d'objectifs de réduction quantifiés à moyen et long terme, idéalement alignés avec les standards internationaux (ex : SBTi). • Une meilleure visibilité sur l'évolution du mix produit (thermique, hybride, électrique). • Un renforcement du reporting climatique, incluant l'alignement des investissements (capex, R&D) avec la transition bas carbone.
Suivi obtenu	À ce stade, la société n'a pas encore apporté de réponse à notre sollicitation.
Statut	A suivre.

Toyota

Secteur : Automobiles

Secteur à fort impact climatique

Pays : Japon

Engagement	Clarification du processus de gestion de la qualité produit et de la crédibilité de la stratégie climat.
Contexte	Toyota fait partie des principaux constructeurs automobiles japonais. L'analyse ESG a mis en évidence plusieurs points de vigilance dans la gestion des enjeux extra-financiers du groupe, malgré des améliorations récentes. Les principaux sujets portaient sur la robustesse du dispositif de gestion de la qualité produit, dans un contexte marqué par plusieurs rappels de véhicules ces dernières années et par des irrégularités relevées dans les procédures de certification, ainsi que sur la gouvernance des controverses produits. Ils portaient également sur la crédibilité de la trajectoire de décarbonation du groupe, dans un secteur sujet à la transition vers les véhicules électriques.
Objectifs	<p>Nous souhaitons que l'entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Clarifie les raisons de l'absence de certification externe de son système de gestion de la qualité, malgré un nombre élevé de rappels de véhicules ces dernières années. • Détaille les dispositifs de gouvernance mis en place pour encadrer la gestion des controverses liées aux produits. • Apporte davantage de visibilité sur sa transformation vers les EV et ses objectifs de décarbonation.
Suivi obtenu	<p>Le dialogue engagé a permis de fournir un retour substantiel sur la qualité produit et la certification. Le groupe a ainsi détaillé les constats réglementaires, reconnu des défaillances internes et présenté les mesures engagées pour y remédier, avec notamment une revue complète des processus, l'application du Toyota Production System pour simplifier et fiabiliser les procédures, le déploiement d'une quinzaine d'initiatives de prévention ainsi qu'un suivi formalisé auprès des autorités japonaises.</p> <p>Sur le sujet de la transition climatique, le groupe a confirmé la validation SBTi de ses objectifs et réaffirmé sa stratégie multi-pathway, tout en mentionnant le lancement de nouveaux modèles d'EV en Europe, sans toutefois annoncer le relèvement significatif de ses ambitions globales en matière d'électrification.</p>
Statut	Résolu.

Vinci

Secteur : Construction

Secteur à fort impact climatique

Pays : France

Engagement	<p>Sensibilisation au renforcement de la formalisation des pratiques environnementales applicables aux fournisseurs, avec un focus sur la chaîne d'approvisionnement et le pilotage par indicateurs.</p>
Contexte	<p>L'analyse ESG de met en évidence une gestion globale des enjeux extra-financiers solide, avec une gouvernance de haut niveau, une bonne intégration des sujets environnementaux, sociaux et éthiques, ainsi qu'un positionnement favorable sur la transition bas carbone, la circularité, la santé et sécurité et l'éthique des affaires. Le principal axe d'amélioration identifié concerne les achats responsables, plus précisément l'absence de politique environnementale formelle et publique applicable aux fournisseurs, alors même que les achats constituent un levier important de gestion des risques environnementaux et de réduction du Scope 3.</p>
Objectifs	<p>Nous souhaitons que la société :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Précise si elle envisage de formaliser une politique environnementale fournisseurs au niveau groupe. • Indique les critères ESG intégrés dans les appels d'offres et l'évaluation des fournisseurs. • Communique sur les KPIs utilisés, ou susceptibles d'être mis en place, pour suivre la mise en œuvre de cette politique. • Apporte davantage de visibilité sur la part des fournisseurs évalués, l'intégration de critères environnementaux dans les appels d'offres et l'usage de matériaux recyclés ou bas carbone.
Suivi obtenu	<p>Les éléments publiés par Vinci montrent que le groupe a déjà mis en place plusieurs dispositifs concrets de gestion des risques environnementaux dans sa chaîne d'approvisionnement. Le rapport ESG fait état d'évaluations des fournisseurs et sous-traitants sur plusieurs risques identifiés, de questionnaires extra-financiers adaptés aux familles d'achats, d'une intégration croissante de ces évaluations dans les appels d'offres, ainsi que de possibilités d'exclusion, de plans d'action, de vérifications et d'audits. Le groupe mentionne également plusieurs exemples opérationnels tangibles, notamment des plafonds d'émissions de CO2 sur certains matériaux, des clauses environnementales dans certains contrats, la collecte de données carbone fournisseurs, l'introduction de critères ESG dans certains appels d'offres et des actions ciblées sur la réduction du Scope 3 avec certains fournisseurs stratégiques.</p> <p>Néanmoins, ces éléments apparaissent encore fragmentés et décentralisés, souvent portés au niveau des divisions, filiales ou métiers. Ils ne constituent pas, à ce stade, une politique environnementale fournisseurs formalisée, homogène et explicitement publiée au niveau groupe, ni un cadre de pilotage consolidé reposant sur des indicateurs clairement identifiés.</p>
Statut	<p>Le dialogue permet de constater que le sujet est bien identifié chez Vinci et que des progrès réels ont été engagés dans les pratiques opérationnelles. La réponse est donc globalement positive mais encore incomplète au regard de notre attente initiale portant sur une formalisation groupe et un pilotage plus lisible par KPI.</p> <p>À suivre, avec poursuite de l'engagement sur la formalisation de la politique environnementale fournisseurs et le renforcement du reporting associé.</p>

Les engagements sur la thématique Sociale :

Maruti Suzuki

Secteur : Automobiles

Secteur à fort impact climatique

Pays : Inde

Engagement	Gestion des risques sociaux et des droits humains au sein de sa chaîne d'approvisionnement.
Contexte	<p>L'analyse ESG de Maruti Suzuki fait ressortir des lacunes relatives dans la transparence et la structuration de la gestion des risques sociaux au sein de sa chaîne d'approvisionnement. Le groupe publie peu d'informations sur les audits sociaux et droits humains menés chez ses fournisseurs, qu'il s'agisse du périmètre, de la fréquence ou du niveau de couverture, et offre une visibilité limitée sur les processus de traitement des non-conformités et des violations critiques. Ces enjeux sont particulièrement matériels pour un acteur industriel disposant d'une chaîne d'approvisionnement étendue, notamment dans des zones géographiques exposées à des risques sociaux élevés.</p> <p>Dans ce contexte, les attentes des investisseurs portent sur le renforcement des dispositifs de due diligence, la capacité de remédiation en cas d'incident, et une plus grande transparence vis-à-vis des parties prenantes.</p>
Objectifs	<p>L'objectif de notre démarche est d'encourager Maruti Suzuki à renforcer la transparence et la structuration de sa gestion des risques sociaux et des droits humains dans sa chaîne d'approvisionnement. Plus précisément, nous attendons :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une clarification et un renforcement des dispositifs d'audit social fournisseurs, incluant leur périmètre et leur fréquence. • La formalisation de processus de gestion des non-conformités, incluant les mécanismes d'escalade et de remédiation. • Une amélioration du reporting public sur ces enjeux, en ligne avec les standards internationaux (UNGP, OCDE). • Et une meilleure visibilité sur la couverture des fournisseurs et les actions correctrices mises en œuvre.
Suivi obtenu	<p>Après une première sollicitation restée sans réponse, une relance a été adressée à la société. À la suite de cette relance, Maruti Suzuki a accusé réception de notre demande et indiqué qu'un retour serait apporté ultérieurement.</p> <p>À ce stade, aucun élément de réponse sur le fond des questions soulevées (gestion des risques sociaux et droits humains dans la chaîne d'approvisionnement) n'a encore été communiqué.</p> <p>Cette interaction marque toutefois une première ouverture au dialogue, après une absence initiale de réponse.</p>
Statut	En cours – en attente de réponse.

Salesforce

Secteur : Software

Secteur à fort impact climatique

Pays : Etats-Unis

Engagement	Gestion du capital humain et la transparence associée.
Contexte	Salesforce présente un profil ESG avancé sur les enjeux de capital humain, porté par un engagement ancien sur l'égalité et la diversité, par un processus annuel d'évaluation des écarts de rémunération, ainsi que par une gouvernance structurée des enjeux sociaux. Certaines attentes des investisseurs demeurent toutefois en matière de transparence, avec une publication encore limitée d'indicateurs détaillés sur les écarts de rémunération, une visibilité réduite sur la dynamique du turnover et de la rétention, ainsi que des informations partielles sur certains indicateurs clés, notamment la formation, l'engagement et la représentation. Dans un secteur fortement concurrentiel en matière de talents, ces éléments sont déterminants pour apprécier la soutenabilité du modèle.
Objectifs	<p>L'objectif de notre démarche est d'encourager Salesforce à renforcer la transparence et le pilotage de ses enjeux de capital humain, en ligne avec les meilleures pratiques internationales. Plus précisément, nous attendons :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une amélioration de la transparence sur l'équité salariale, incluant des indicateurs plus détaillés. • La définition d'objectifs structurés en matière de rétention et de développement des talents. • Un renforcement du reporting sur les indicateurs clés de capital humain (turnover, formation, engagement). • Ainsi qu'une meilleure visibilité sur les mécanismes de représentation et de dialogue des employés. • Le tout soutenu par une supervision claire au niveau du board.
Suivi obtenu	<p>À la suite de notre prise de contact, la société a apporté une réponse indiquant que de nouveaux éléments relatifs au capital humain seront publiés dans son prochain Stakeholder Impact Report.</p> <p>Salesforce prévoit notamment d'enrichir son reporting avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des indicateurs d'engagement des employés. • Un indice d'inclusion. • Ainsi que des éléments relatifs à sa stratégie de reskilling.
Statut	En cours – en attente de publication.

Tencent

Secteur : Software

Secteur à fort impact climatique

Pays : Chine

Engagement	Gestion du capital humain.
Contexte	L'analyse ESG de Tencent met en évidence le capital humain comme l'un des principaux facteurs de risque extra-financier du groupe. Cette exposition reflète sa dépendance à une main-d'œuvre hautement qualifiée, un niveau de gestion encore perfectible au regard des standards internationaux, ainsi qu'un manque de transparence sur plusieurs indicateurs clés. L'absence de programme formalisé d'équité salariale, le turnover relativement élevé, la visibilité limitée sur la formation, la mobilité interne et l'engagement, ainsi que l'absence de dispositifs formalisés de représentation collective, constituent autant de points de vigilance. Dans un secteur où l'attraction et la rétention des talents sont essentielles, ces faiblesses soulèvent un enjeu important pour la soutenabilité du modèle.
Objectifs	<p>L'objectif de notre démarche est d'encourager Tencent à structurer et renforcer son cadre de gestion du capital humain, en ligne avec les meilleures pratiques internationales. Plus précisément, nous attendons :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La mise en place d'un programme formalisé d'équité salariale, accompagné d'un reporting transparent (écarts de rémunération), • Une amélioration du suivi et de la transparence sur le turnover, incluant ses déterminants et des objectifs de rétention, • Un renforcement des dispositifs relatifs aux conditions de travail, au bien-être et au dialogue social, • La publication d'indicateurs clés de capital humain (formation, engagement, mobilité), idéalement intégrés au pilotage managérial.
Suivi obtenu	<p>À la suite de notre prise de contact, la société a apporté une réponse détaillée couvrant plusieurs aspects de sa politique de gestion du capital humain et met notamment en avant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'existence d'une gouvernance structurée, avec supervision au niveau du board et des comités dédiés. • Le déploiement de programmes étendus en matière de bien-être et d'avantages employés. • Une amélioration du taux de turnover, en baisse depuis 2022. • Ainsi que des progrès en matière de diversité et inclusion, accompagnés d'indicateurs chiffrés. <p>La société souligne également ses efforts continus pour améliorer la transparence de ses publications ESG, notamment sur les indicateurs de diversité.</p> <p>Toutefois, la réponse apportée reste partielle au regard des enjeux soulevés, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Absence d'éléments sur la mise en place d'un programme formalisé d'équité salariale, <p>Le dialogue a néanmoins permis d'établir un premier niveau d'échange constructif avec la société.</p>
Statut	En cours – dialogue engagé.

Les engagements sur la thématique Gouvernance :

Alphabet

Secteur : Software

Secteur à fort impact climatique

Pays : Etats-Unis

Engagement	Gestion des risques de gouvernance liés aux pratiques anticoncurrentielles.
Contexte	Alphabet fait l'objet d'une controverse de niveau 4, liée à des pratiques anticoncurrentielles, qui constitue aujourd'hui le principal enjeu de gouvernance identifié dans son profil ESG. L'analyse montre que ce risque se concentre principalement sur les activités de recherche en ligne et, plus encore, sur la publicité numérique, qui reste au cœur du modèle économique du groupe. Si les premières procédures ont surtout eu un impact financier, les dossiers en cours font désormais peser un risque plus important sur l'organisation et le fonctionnement de certaines activités. En parallèle, de nouveaux sujets émergent autour de l'IA, notamment sur l'utilisation des contenus et les effets potentiels sur la concurrence. Dans ce contexte, le risque apparaît comme matériel au regard de la position centrale du groupe dans l'écosystème numérique et de la persistance des procédures en cours.
Objectifs	<p>Nous souhaitons que la société :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Précise les mesures de gouvernance mises en place ou envisagées pour limiter les risques liés aux pratiques anticoncurrentielles. • Détaille les actions engagées pour réduire l'exposition du groupe aux controverses en matière d'éthique des affaires. • Améliore la visibilité donnée aux investisseurs sur les initiatives prises pour prévenir la répétition de telles situations.
Suivi obtenu	<p>Une prise de contact a été effectuée en janvier 2026 afin d'initier formellement le dialogue avec la société sur ce sujet. Alphabet a accusé réception de notre message via une réponse automatique de son équipe Relations Investisseurs, sans apporter à ce stade de réponse sur le fond des questions soulevées.</p> <p>Dans le cadre de la revue des engagements liés aux controverses de niveau 4, il a été décidé de relancer l'entreprise afin d'acter formellement le début de l'engagement et d'éviter que le délai d'escalade ne commence rétroactivement. Le dialogue demeure donc, à ce stade, en phase préliminaire, dans l'attente d'un retour de la société.</p>
Statut	En cours.

Amazon

Secteur : Retail

Secteur à fort impact climatique

Pays : Etats-Unis

Engagement	Gouvernance des objectifs ESG et intégration de ces enjeux dans les mécanismes d'incitation du management.
Contexte	Amazon figurait parmi les 25 % des moins bonnes notes ESG du portefeuille au moment du lancement de l'engagement. L'enjeu identifié portait principalement sur la place accordée aux critères ESG dans les mécanismes d'incitation du management, dans un contexte marqué par le rejet, par une majorité d'actionnaires, de critères ESG dans la rémunération variable. Dans ce contexte, les attentes des investisseurs portaient sur la capacité de la société à mieux intégrer ses objectifs ESG dans sa gouvernance et dans les dispositifs d'incitation des dirigeants, afin de renforcer l'alignement entre les engagements extra-financiers affichés par le groupe et leur traduction effective dans le pilotage managérial.
Objectifs	Nous souhaitons que la société : <ul style="list-style-type: none"> • Précise la place des critères ESG dans les dispositifs d'incitation des dirigeants. • Détaille les initiatives internes mises en place pour mieux aligner la rémunération variable avec les objectifs ESG. • Présente l'évolution de sa gouvernance sur ces sujets et les indicateurs retenus pour en assurer le suivi.
Suivi obtenu	Une première prise de contact a été effectuée en juin 2025. La société a répondu rapidement en invitant à consulter sa documentation publique en ligne. Depuis cet échange, la note ESG s'est nettement améliorée et Amazon ne figure plus parmi les plus mauvaises notes de l'univers. Dans ce contexte, l'engagement est considéré comme résolu.
Statut	Résolu.

Costco

Secteur : Retail

Secteur à fort impact climatique

Pays : Etats-Unis

Engagement	Renforcement du cadre de gestion de la protection des données personnelles, en particulier la formalisation d'un programme dédié de « Data Privacy ».
Contexte	Costco présente une exposition significative aux enjeux de protection des données personnelles, en lien avec son activité de distributeur de grande échelle traitant des volumes importants de données clients, y compris dans des activités sensibles comme les pharmacies en magasin. Si la société dispose d'une politique de confidentialité robuste, l'analyse met toutefois en évidence une formalisation encore insuffisante du programme de « Data Privacy », notamment en matière de gouvernance dédiée, de formation, d'analyses de risques, d'audits et de processus de notification. Dans ce contexte, le risque apparaît comme matériel au regard de l'exposition du groupe à des données sensibles et des attentes croissantes des investisseurs et des régulateurs sur ces sujets.
Objectifs	<p>Nous souhaitons que la société :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Précise l'organisation de son programme de protection des données personnelles et son intégration dans la gouvernance du groupe. • Détaille les processus de suivi, d'évaluation et de réévaluation des risques liés à la confidentialité des données. • Définisse les indicateurs pertinents à suivre sur le sujet, ainsi que les dispositifs de contrôle, de formation et de gestion des incidents associés.
Suivi obtenu	<p>Le dialogue engagé avec la société a donné lieu à une première réponse rapide. Costco nous a renvoyé vers la documentation publique ayant elle-même servi de base à la formulation de l'engagement sur la cybersécurité. Depuis le dernier comité, la note ESG s'est améliorée précisément sur le point initialement engagé, ce qui traduit une évolution favorable de l'appréciation externe du dispositif de gestion de la cybersécurité. Cette amélioration paraît cohérente avec une meilleure reconnaissance d'un cadre cyber structuré, reposant notamment sur des référentiels reconnus, des évaluations régulières, un dispositif de protection renforcé, des procédures de réponse à incident, une gestion du risque tiers, des actions de formation des employés ainsi qu'une gouvernance dédiée au niveau du groupe. Dans ce contexte, l'échange mené a permis de reconsidérer la matérialité relative du sujet initial au sein du profil ESG de la société.</p> <p>Compte tenu de l'amélioration observée sur la cybersécurité, il a été décidé de poursuivre le dialogue avec Costco sur un autre point de faiblesse relatif identifié dans l'analyse extra-financière, à savoir le programme de « Data Privacy », dont la formalisation apparaît encore en retrait.</p>
Statut	En cours. Nous attendons désormais que cette prise en considération se traduise concrètement dans la structuration du programme et dans les prochaines publications du groupe.

Hitachi

Secteur : Biens d'équipement

Secteur à fort impact climatique

Pays : Japon

Engagement	Gouvernance des activités d'influence politique et la transparence en matière de lobbying.
Contexte	Hitachi présente un profil ESG globalement solide, soutenu par les progrès réalisés en matière de gouvernance et de transformation du groupe. Des limites subsistent toutefois sur la transparence et l'encadrement des activités d'influence politique, avec une politique encore partielle sur les contributions politiques, l'absence de publication détaillée des dépenses de lobbying, et une visibilité limitée sur les mécanismes internes de supervision. Dans un contexte de montée des exigences investisseurs, ces limites soulèvent des questions sur la cohérence entre le discours ESG et les actions indirectes du groupe, sur la responsabilité du board dans leur supervision, ainsi que sur la transparence des flux financiers liés à l'influence publique.
Objectifs	<p>L'objectif de notre démarche est d'encourager Hitachi à renforcer son cadre de gouvernance relatif aux activités de lobbying et d'influence politique, en ligne avec les meilleures pratiques internationales.</p> <p>Plus précisément, nous attendons de la société :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La mise en place ou la formalisation d'une politique groupe claire et exhaustive couvrant les contributions politiques et activités de lobbying. • Une supervision explicite au niveau du board ou de ses comités, avec un reporting régulier. • Une amélioration du reporting public, incluant : les montants engagés, les principales thématiques, les zones géographiques concernées, les affiliations à des associations professionnelles. • Un renforcement des mécanismes garantissant l'alignement entre les positions de lobbying et les engagements climat et ESG du groupe.
Suivi obtenu	<p>À la suite de notre prise de contact, la société a accusé réception de notre démarche et a sollicité des précisions quant au contexte de notre engagement, en particulier afin de comprendre si celui-ci était lié à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des évolutions réglementaires récentes, • Ou à des enjeux spécifiques identifiés au niveau de la société (notamment en matière de conflits ou de droits humains). <p>Nous avons précisé en retour que notre démarche s'inscrit dans notre politique d'engagement ESG, en ligne avec les exigences du Label ISR, et qu'elle est notamment déclenchée pour les émetteurs présentant un positionnement relatif plus faible sur certains indicateurs ESG au sein de leur univers d'investissement.</p> <p>À ce stade, la société n'a pas encore apporté d'éléments de réponse sur le fond des questions soulevées. Le dialogue reste donc en phase préliminaire, centré sur la clarification du cadre d'engagement.</p>
Statut	En cours – dialogue engagé

Mizuho Fin

Secteur : Banques

Secteur à fort impact climatique

Pays : Japon

Engagement	<p>Sensibilisation au renforcement des pratiques de gouvernance des produits et des dispositifs de protection des données et de cybersécurité, dans un contexte de forte digitalisation et de vieillissement de la clientèle japonaise.</p>
Contexte	<p>Mizuho est l'un des trois plus grands établissements bancaires japonais, avec environ 24 millions de clients et une présence dans 34 pays. L'analyse ESG a mis en évidence une exposition aux enjeux extra-financiers modérée, en raison de la taille de sa base clients, de sa dépendance croissante aux canaux digitaux, des risques de conduite commerciale liés à la distribution de produits financiers, ainsi que des enjeux structurels de cybersécurité et de protection des données. Son management est jugé solide, mais deux axes de vigilance ressortent particulièrement : la gouvernance des produits, notamment dans le cadre de la distribution à une population vieillissante, et la cybersécurité, en particulier sur le contrôle des prestataires et la formation des collaborateurs.</p>
Objectifs	<p>Nous souhaitons que la société :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Précise si des évaluations de risques et d'impacts sont systématiquement réalisées avant le lancement des produits. • Indique les indicateurs clés de performance suivis en matière de satisfaction client, incidents, remédiation et qualité de distribution. • Détaille l'évolution éventuelle de sa politique de marketing responsable, notamment sur l'information des clients et le ciblage des produits. • Apporte davantage de visibilité sur les formations annuelles obligatoires en cybersécurité et sur le contrôle des prestataires au regard des standards de protection des données. • Précise les dispositifs mis en place pour adapter les produits aux besoins d'une population vieillissante et prévenir la vente inappropriée aux clients les plus vulnérables.
Suivi obtenu	<p>À ce stade, aucun retour n'a été obtenu de la part de Mizuho, malgré plusieurs relances et plusieurs points de contact.</p> <p>En l'absence de réponse, il n'a pas été possible d'obtenir d'éléments complémentaires sur l'existence d'évaluations ex ante des risques produits, sur les KPIs de suivi, sur l'encadrement des prestataires en matière de protection des données ou sur les mesures spécifiques destinées à protéger les clients âgés.</p> <p>Cette absence de retour ne permet donc pas d'apprécier si les zones de faiblesse identifiées par l'analyse ESG font actuellement l'objet d'un plan de renforcement ou d'un pilotage plus structuré.</p>
Statut	<p>Le dialogue n'a pas pu aboutir à ce stade, faute de réponse de la société malgré plusieurs sollicitations. L'engagement reste donc ouvert, avec maintien d'un point de vigilance prioritaire sur la gouvernance produit, la cybersécurité et l'adaptation responsable de l'offre à la clientèle vieillissante.</p> <p>À suivre.</p>

Paypal

Secteur : Services financiers

Secteur à fort impact climatique

Pays : Etats-Unis

Engagement	Gouvernance et la transparence des risques liés à la protection des données et à la cybersécurité.
Contexte	<p>L'analyse ESG de PayPal met en évidence que la protection des données et la cybersécurité constituent le principal facteur de risque extra-financier du groupe. Cette exposition est structurellement élevée compte tenu du volume très important de transactions, de comptes utilisateurs et de données sensibles traités par la société, qui occupe une place centrale dans l'infrastructure du paiement digital. À ce titre, la résilience opérationnelle, la sécurité des systèmes et la maîtrise des risques liés à la confidentialité des données représentent des enjeux stratégiques majeurs pour la soutenabilité du modèle.</p> <p>Si les dispositifs de gestion apparaissent globalement solides, avec une gouvernance dédiée, des certifications et des audits réguliers, les attentes des investisseurs restent élevées en matière de transparence et de pilotage. Des marges de progression subsistent notamment sur la granularité du reporting public relatif aux incidents, sur la visibilité des indicateurs internes de suivi, ainsi que sur la gestion des risques liés aux partenaires et aux nouvelles technologies.</p>
Objectifs	<p>L'objectif de notre démarche est d'encourager PayPal à renforcer la transparence et la gouvernance de ses dispositifs de gestion des risques liés à la confidentialité des données et à la cybersécurité, en cohérence avec son importance systémique.</p> <p>Plus précisément, nous attendons :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une amélioration du reporting public, notamment via des indicateurs plus granulaires sur les incidents (nature, fréquence, gravité, remédiation). • Une meilleure visibilité sur les processus de gouvernance et de supervision au niveau du board. • Un renforcement de la transparence sur la gestion des risques liés aux prestataires et partenaires. • Ainsi que des précisions sur l'encadrement des nouveaux usages technologiques, notamment liés à l'intelligence artificielle.
Suivi obtenu	À ce stade, la société n'a pas encore apporté de réponse à notre sollicitation.
Statut	A suivre.

Siemens

Secteur : Industries manufacturières

Secteur à fort impact climatique

Pays : Allemagne

Engagement	Sensibilisation à l'amélioration des pratiques de gouvernance produit.
Contexte	Siemens propose une large gamme de solutions couvrant l'automatisation industrielle, la mobilité ferroviaire, la distribution électrique et la santé numérique. Compte tenu de la nature de ces activités, tout défaut de conception ou dysfonctionnement des équipements peut engendrer des incidents majeurs pour les consommateurs, ainsi que des risques financiers significatifs. Par ailleurs, la présence mondiale du groupe renforce la complexité liée au respect des exigences réglementaires. Dans ce contexte, la communication de Siemens apparaît limitée quant à l'organisation et à la supervision de la gouvernance produit au niveau du groupe.
Objectifs	<p>Nous souhaitons que la société :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Précise le périmètre de couverture des unités opérationnelles certifiées ISO 9001. • Détaille les processus d'évaluation des risques liés aux produits. • Définisse des objectifs et des indicateurs de suivi en matière de sécurité produit à intégrer dans le reporting annuel.
Suivi obtenu	Le groupe Siemens montre une bonne ouverture au dialogue sur les sujets ESG. Des précisions ont été apportées sur le processus d'évaluation des risques liés aux produits commercialisés, avec confirmation que ce sujet est encadré par une gouvernance dédiée. Les réponses fournies sont cohérentes avec les informations déjà publiées ; aucun engagement complémentaire n'a été pris à ce stade.
Statut	A suivre.

Softbank

Secteur : Banques

Secteur à fort impact climatique

Pays : Japon

Engagement	Gestion des risques liés à la protection des données et à la cybersécurité.
Contexte	L'analyse ESG de SoftBank Group met en évidence la protection des données et la cybersécurité comme principal facteur de risque extra-financier du groupe. Cette exposition reflète un niveau de risque élevé, des dispositifs de gestion encore limités au regard de l'ampleur du sujet, ainsi que la présence d'incidents modérés liés à la confidentialité des données. Ces enjeux sont renforcés par la structure même du groupe, marquée par un large portefeuille de participations technologiques, une exposition indirecte mais significative à des volumes importants de données sensibles, et une gouvernance décentralisée pouvant compliquer l'harmonisation des standards. Dans ce contexte, les attentes des investisseurs portent sur la mise en place d'un cadre groupe plus clair, sur la définition de standards minimaux applicables aux participations clés, et sur une transparence accrue concernant les pratiques et les incidents.
Objectifs	<p>L'objectif de notre démarche est d'encourager Softbank Group à renforcer son cadre de gouvernance et de gestion des risques en matière de confidentialité des données et cybersécurité à l'échelle du groupe. Plus précisément, nous attendons :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une clarification du cadre de gouvernance groupe (rôles, responsabilités, supervision par le board). • La mise en place de standards minimaux de protection des données et de cybersécurité, applicables aux entités consolidées et aux principales participations. • Le renforcement des dispositifs de formation et de diffusion d'une culture du risque. • Une amélioration du reporting public, notamment sur les incidents (nature, fréquence, remédiation).
Suivi obtenu	À ce stade, la société n'a pas encore apporté de réponse à notre sollicitation.
Statut	A suivre.

Swedbank

Secteur : Banques

Secteur à fort impact climatique

Pays : Suède



Engagement	<p>Sensibilisation à l'amélioration des pratiques de gouvernance des produits et au renforcement de la transparence sur les outils de contrôle, de ciblage client et de suivi des risques post-lancement.</p>
Contexte	<p>Swedbank est l'une des principales banques de détail et de services financiers en Scandinavie, avec un positionnement fort en Suède et dans les pays baltes. Le groupe propose une gamme complète de services bancaires aux particuliers, PME et entreprises, avec une forte digitalisation de son modèle. L'analyse ESG du groupe a mis en évidence plusieurs faiblesses. Le principal point d'attention porte sur la gouvernance des produits, et notamment le manque de transparence sur les produits, l'absence d'évaluation structurée des risques et impacts avant lancement, l'insuffisance du ciblage client et l'absence d'indicateurs publics permettant d'apprécier le suivi des impacts après commercialisation. La protection des données et la cybersécurité constituent également un enjeu majeur compte tenu de l'importance des données sensibles traitées. Enfin, l'historique de la banque en matière de LCB-FT / éthique des affaires reste un sujet de vigilance, malgré une remédiation jugée largement avancée.</p>
Objectifs	<p>Nous souhaitons que la société :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Précise la structure de gouvernance produit au niveau groupe et les mécanismes de supervision managériale associés ; • Détaille les processus d'évaluation des risques produits avant leur lancement ; • Communique sur les outils concrets et les indicateurs de suivi utilisés pour apprécier la transparence produit, l'adéquation du ciblage client et le suivi des risques et impacts post-lancement ; • Clarifie, en complément, les dispositifs restant à renforcer en matière de conformité et d'éthique des affaires.
Suivi obtenu	<p>Swedbank a apporté une réponse essentiellement descriptive et générique, renvoyant vers ses documents de gouvernance existants ainsi que vers son cadre réglementaire. La banque confirme en pratique l'absence de cadre formalisé et publié de gouvernance des produits répondant précisément aux attentes exprimées.</p> <p>Surtout, aucun outil concret, aucun KPI spécifique ni aucun élément précis n'ont été communiqués pour démontrer la transparence de l'information fournie aux clients, l'existence d'un ciblage client formalisé ou le suivi effectif des risques et impacts après la mise sur le marché des produits.</p> <p>La réponse n'apporte donc pas, à ce stade, le niveau de granularité attendu dans le cadre de notre démarche d'engagement ESG.</p>
Statut	<p>Le dialogue a permis de confirmer que le sujet est identifié par la banque, mais sans avancée concrète ni engagement complémentaire à ce stade.</p> <p>Réponse jugée insuffisante au regard de nos attentes.</p> <p>À suivre, avec maintien d'un point de vigilance prioritaire sur la gouvernance des produits et la transparence des dispositifs de contrôle.</p>

3. PARTICIPATION A DES ACTIONS ET PROMOTIONS COLLECTIVES

L'engagement collaboratif consiste à identifier des pratiques problématiques au sein d'un secteur ou d'un groupe d'entreprises, puis à initier un dialogue collectif afin de demander une transparence accrue sur une problématique ESG donnée, et, si nécessaire, l'adoption de mesures correctives.

Mansartis s'engage dans des actions collaboratives depuis plusieurs années, en cohérence avec les objectifs ESG de ses fonds. Ces engagements portent **notamment sur les enjeux climatiques**, thématique centrale dans la politique d'investissement responsable de la société. Ce type d'initiative peut prendre la forme de :

Participation à des actions et promotions collectives des meilleures pratiques extra-financières :

Actions collectives	Nature du projet
	<p>Mansartis est signataire des Principes pour l'Investissement Responsable (PRI) depuis 2018. Les PRI sont un ensemble de principes volontaires auxquels les investisseurs peuvent adhérer, qui favorise l'intégration de l'ESG dans les processus de gestion et de décisions. Mansartis a réalisé son premier reporting PRI en 2019, renforçant ainsi la transparence de sa démarche et sa volonté d'alignement avec les meilleures pratiques internationales.</p>
	<p>Mansartis est adhérent de l'Association Française de la Gestion financière (AFG), qui, en partenariat avec le Forum pour l'Investissement Responsable (FIR), œuvre à la promotion des bonnes pratiques en matière de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et à l'essor de l'ISR dans l'industrie de la gestion d'actifs, tant en France qu'au niveau européen. Mansartis siège à la Plénière Investissement Responsable de l'AFG, contribuant ainsi aux réflexions collectives et à l'élaboration de standards sectoriels en matière d'ESG.</p>

Déclaration publique conjointe et tribunes signées par Mansartis :

Initiatives collaboratives et tribunes	Nature du projet
	<p>En 2023, Mansartis a soutenu le dépôt d'une résolution à l'Assemblée générale de Stellantis, aux côtés de Phitrust, visant à contester le mécanisme des « special voting shares ». Ce dispositif, conférant des droits de vote renforcés à certains actionnaires, a été jugé contraire aux principes d'équité et de bonne gouvernance actionnariale. Cette démarche s'inscrit dans la volonté de Mansartis de promouvoir une structure de gouvernance équilibrée, garantissant une égalité de traitement entre les actionnaires.</p>
	<p>En 2022 et 2023, Mansartis a signé la tribune « Say on Climate » portée par le Forum pour l'Investissement Responsable (FIR). Cette initiative vise à encourager les entreprises à soumettre à leurs actionnaires des plans climatiques ambitieux, structurés autour d'objectifs complets, d'un calendrier clair et de moyens opérationnels identifiés et adaptés. Cette démarche s'inscrit dans la volonté de renforcer la transparence et la redevabilité des entreprises sur leurs trajectoires de décarbonation.</p>
	<p>En 2024, Mansartis a signé la tribune d'Investor Alliance for Human Rights appelant à renforcer la lutte contre le travail forcé à l'échelle mondiale. Cette initiative soutient la proposition de la Commission européenne visant à interdire l'entrée sur le marché européen des produits issus du travail forcé, tout en soulignant la nécessité d'un cadre robuste garantissant un impact positif sur les travailleurs tout au long de la chaîne de valeur. Elle appelle également à des pratiques responsables à l'échelle internationale, afin de favoriser des investissements respectueux des droits humains.</p>
	<p>En 2024, Mansartis a signé une tribune des PRI appelant à la mise en place d'un accord international juridiquement contraignant sur la pollution plastique. Cette initiative reconnaît le rôle des investisseurs dans la gestion des risques financiers liés au plastique, notamment à travers l'intégration de ces enjeux dans les décisions d'investissement, le dialogue avec les entreprises et les pouvoirs publics, ainsi que l'amélioration de la transparence sur ces sujets. Elle souligne également la nécessité d'un cadre réglementaire ambitieux, fondé sur la science et couvrant l'ensemble du cycle de vie du plastique, afin d'aligner l'ensemble des acteurs économiques vers une économie circulaire.</p>
	<p>En 2025, Mansartis a signé la tribune du Forum pour l'Investissement Responsable (FIR) en faveur de plans de transition climatiques ambitieux. Cette initiative collective vise à renforcer les attentes des investisseurs, en promouvant des plans alignés sur une trajectoire 1,5°C, couvrant l'ensemble des émissions (scopes 1, 2 et 3), un engagement actionnarial accru via le Say on Climate, ainsi qu'une transparence renforcée pour mieux appréhender les risques climatiques. Elle appelle également à un cadre réglementaire harmonisé et à des standards de reporting robustes.</p>

4. LE VOTE ACTIONNARIAL

Conformément à sa politique d'exercice des droits de vote, Mansartis Gestion exerce les droits attachés aux titres détenus par les fonds communs de placement dont elle assure la gestion.

Mansartis s'appuie sur l'expertise du leader mondial du conseil en vote et des services aux actionnaires : Institutional Shareholder Services (ISS). Dans le cadre de son engagement en faveur d'une finance responsable, Mansartis a choisi de suivre la politique de vote formalisée par ISS sous l'intitulé « *Sustainability Policy* ».

Les lignes directrices de la « *Sustainability Policy* » sont cohérentes avec notre démarche d'investissement socialement responsable, fondée sur l'intégration rigoureuse des critères ESG et le respect du principe de double matérialité.

Les lignes directrices de la « *Sustainability Policy* » visent à :

- Promouvoir la pérennité et la création de valeur à long terme des entreprises.
- Encourager les bonnes pratiques de gouvernance.
- Intégrer les enjeux environnementaux et sociaux dans les processus décisionnels.
- Favoriser la publication et la transparence du reporting des entreprises concernant leur gestion des problématiques de développement durable.

Accès aux documents

La politique de vote, ainsi que le dernier rapport de vote au niveau de la société de gestion, peuvent être consultés sur le site à l'adresse suivante :

<https://www.issgovernance.com/file/policy/active/specialty/Sustainability-International-Voting-Guidelines.pdf>

<https://www.mansartis.com/assets/files/Rapport-de-vote.pdf>

Les rapports de vote propres à chaque fonds sont disponibles sur leurs pages web respectives.

Fait à Paris le 30/03/2026

ANNEXE 1 – Taux de réponse aux actions d’engagements 2025

Nombre de sociétés contactées par fonds labellisé	21
Mansartis Zone Euro ISR	3
Mansartis Amérique ISR	4
Mansartis Japon ISR	3
Mansartis Asie ISR	2
Mansartis Ternativ ISR	3
Mansartis Investissements ISR	6
Nombre de sociétés ayant répondu par fonds labellisé	7
Mansartis Zone Euro ISR	3
Mansartis Amérique ISR	2
Mansartis Japon ISR	0
Mansartis Asie ISR	0
Mansartis Ternativ ISR	0
Mansartis Investissements ISR	2
Taux de réponse par fonds labellisé	33,3%
Mansartis Zone Euro ISR	100%
Mansartis Amérique ISR	50%
Mansartis Japon ISR	0%
Mansartis Asie ISR	0%
Mansartis Ternativ ISR	0%
Mansartis Investissements ISR	33%

ANNEXE 2 – Récapitulatif des actions d'engagements 2025

Nom du fonds	Actions d'engagements 2025				
	Axes d'amélioration souhaités			Nombre d'entreprises engagées	
	E	S	G	Nombre	% des encours*
Mansartis Zone Euro ISR	2	-	1	3	10,4%
Mansartis Amérique ISR	-	-	4	4	14%
Mansartis Japon ISR	1	-	2	3	7,5%
Mansartis Asie ISR	1	1	-	2	3,6%
Mansartis Ternativ ISR	-	2	1	3	7,1%
Mansartis Investissements ISR	3	-	2	6**	2,9%

*Au 31/12/2025.

**6 engagements ont été lancés dans le fonds Mansartis Investissements ISR, dont 1 a été interrompu à la suite d'un désinvestissement.